

Convention collective

IDCC : **1628** | **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES**

**(Deux-Sèvres)**

**(1<sup>er</sup> juillet 1991)**

*(Bulletin officiel n° 1992-10 bis)*

*(Étendue par arrêté du 31 juillet 1992,*

*Journal officiel du 12 août 1992)*

### **Accord du 1<sup>er</sup> février 2022**

relatif aux taux effectifs garantis annuels  
et à la valeur du point pour l'année 2022

NOR : ASET2250358M

IDCC : 1628

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UIMM 79,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFDT ;**

**CFTC ;**

**CFE-CGC,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Il est institué dans le cadre de la convention collective des industries métallurgiques des Deux-Sèvres un barème des taux effectifs garantis annuels applicable à l'ensemble des catégories de personnel visées à l'accord national du 21 juillet 1975 sur les classifications modifié par les avenants du 30 janvier 1980, 21 avril 1981, 4 février 1983, 25 janvier 1990 et 10 juillet 1992.

Les taux effectifs garantis représentent le montant des salaires pour chaque niveau de classification au-dessous duquel les salariés ne peuvent être rémunérés, sous réserve des dispositions de l'article 29 de la convention collective concernant les salariés de moins de dix-huit ans.

Les taux effectifs garantis ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté prévue par la convention collective.

## Article 2

Le barème des taux effectifs garantis est fixé pour la durée légale du travail actuellement en vigueur soit 35 heures. Leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif et en conséquence supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

Pour vérifier l'application du barème des taux effectifs garantis et le comparer aux sommes réellement perçues, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soumis à cotisations sociales, à l'exception des éléments suivants :

- Les sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- Les primes d'ancienneté telles que définies par la convention collective,
- Les sommes perçues dans le cadre d'un accord d'intéressement ou de participation
- Les majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres,
- Les primes basées sur l'assiduité,
- Les primes liées à l'organisation du travail (travail en équipe – travail de nuit).

## Article 3

Pour un horaire hebdomadaire travaillé de 35 heures, le barème des taux effectifs garantis annuels à compter de l'année 2022 s'établit comme suit :

*(En euros.)*

Coefficients	Montants
140	19 238
145	19 261
155	19 342
170	19 580
180	19 620
190	19 860
215	20 300
225	20 580
240	21 200
255	22 267
270	23 352
285	24 485
305	25 825
335	28 102
365	30 570
395	33 320

## Article 4

Le présent accord prend effet à compter de l'année 2022.

## Article 5

Sauf disposition plus favorable adoptée par l'entreprise, la valeur du point permettant de déterminer les rémunérations minimales hiérarchiques reste fixée à 5.50 € (base 35 heures), valeur en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021.

Les rémunérations minimales hiérarchiques sont adaptables à l'horaire de travail effectif. Elles servent de base au calcul de la prime d'ancienneté.

## Article 6

Les travailleurs à domicile sont exclus de l'application du présent accord.

## Article 7

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

## Article 8

Le présent accord sera déposé au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Niort et à la direction des relations du travail à Paris.

*Fait à Niort, le 1<sup>er</sup> février 2022.*

(Suivent les signatures.)